

Article 29 du Règlement

que rapporte le *Globe and Mail* dans son édition d'hier: «M. Garfield Stevenson, Président du Syndicat du blé de la Saskatchewan, a déclaré que la levée du moratoire entraînera un nouveau déclin de la valeur commerciale des terres agricoles. Cette mesure est tout à fait irresponsable et absolument inacceptable. Je croyais le ministre plus compétent que cela». Je remarque la présence du député de Brandon-Souris (M. Clark). Le *Globe and Mail* cite également les propos du président de *Keystone Agricultural Producers*, organisme qui représente l'ensemble des producteurs agricoles du Manitoba. Je cite l'article: «M. Jack Penner, président de *Manitoba Keystone Agricultural Producers*, a déclaré que la levée du moratoire sur les saisies par la SCA rendra les choses plus difficiles aux agriculteurs qui voudront emprunter aux banques et à d'autres institutions. A cette époque de l'année, de nombreux agriculteurs essaient d'emprunter pour acheter du carburant, des semences, des engrais et des produits chimiques pour la prochaine campagne agricole. Ils ont besoin de beaucoup plus d'argent liquide à cette période-ci de l'année qu'à toute autre période. Cette situation est extrêmement regrettable».

Certains députés diront peut-être que les deux journaux ont mal cité les propos de ces dirigeants agricoles ou les ont utilisés hors contexte. Permettez-moi de vous citer officiellement une lettre envoyée hier au Premier ministre (M. Mulroney) par le président du Syndicat du blé de la Saskatchewan, M. Stevenson: «Le Syndicat du blé de la Saskatchewan estime que le mode de vie rural et les industries de services connexes sont menacés. Nous recommandons expressément (1) qu'on mette immédiatement en place des programmes conjoints fédéraux-provinciaux qui permettront aux exploitations agricoles familiales de continuer de fonctionner; (2) qu'on envisage sans tarder de verser dans les plus brefs délais un paiement d'appoint substantiel pour la campagne agricole 1987-1988; (3) que le gouvernement poursuive ses efforts en vue de rétablir l'équilibre du marché international des grains».

Permettez-moi de revenir un instant sur ce que disent les agriculteurs à propos des paiements d'appoint. Ils veulent qu'on agisse vite. Ils veulent un paiement d'appoint substantiel, non pas pour la campagne agricole de l'an dernier mais pour celle de 1987-1988.

La semaine dernière, le Président de *Keystone Agricultural Producers*, M. Jack Penner, bon ami du ministre responsable de la Commission canadienne du blé, a écrit au premier ministre. Voici un extrait de sa lettre: «Au nom des producteurs de grains du Manitoba, nous demandons à votre gouvernement d'annoncer le plus tôt possible qu'il a l'intention de mettre en place un programme de même nature pour la campagne agricole 1987-1988, avec des niveaux de financement au moins équivalents à ceux du programme de 1986. Nous sommes convaincus que tout programme complémentaire devrait se fonder uniquement sur les superficies ensemencées pour maintenir la production au même niveau. La crise financière agricole est si grave qu'à notre avis, des mesures doivent être prises avant la fin d'avril pour rassurer les producteurs de grains quant à l'intention du gouvernement fédéral de les appuyer».

Il poursuit ainsi: «Une deuxième mesure importante devrait être une initiative hardie prise par la Société du crédit agricole en vue de sauver de la faillite des milliers d'exploitations agricoles commerciales. La SCA devrait consentir de nouveaux prêts à des taux abordables, et devenir aussi une institution de prêts offrant toute la gamme des services possibles à la communauté agricole. A notre avis, ces mesures permettront de rassurer les agriculteurs à une époque où les autres institutions de prêts menacent de retirer leurs services».

Je trouve très étrange que lorsque des députés de ce côté-ci de la Chambre soulèvent ce genre de question et font des suggestions comme celle-ci, on nous réponde que nous sommes alarmistes et que nous faisons apparaître la situation sous un plus mauvais jour. On nous dit que les agriculteurs sont satisfaits, qu'ils sont très heureux de ce que fait le gouvernement. Pour ma part, j'estime que lorsque le président du Syndicat du blé de la Saskatchewan ou celui des *Keystone Agricultural Producers* prennent la parole, ils savent ce dont ont besoin les agriculteurs. De toute évidence, la lecture de ces deux lettres nous montre que ceux-ci sont loin d'être satisfaits des mesures prises par le gouvernement. On nous accuse toujours d'être des radicaux et de tenir des propos tendancieux.

J'ai trouvé des renseignements très intéressants dans l'édition de janvier du *Western Report*.

M. Benjamin: Un autre magazine socialiste.

M. Orlikow: Je ne connais pas de publication plus conservatrice au Canada. Permettez-moi d'en lire quelques paragraphes. Voici la situation d'un agriculteur de l'Alberta, province qui n'est représentée depuis tant d'années par des députés du parti conservateur.

M. Benjamin: Et qu'est-ce que cela leur a donné?

M. Orlikow: Oui, qu'est-ce que cela leur a donné? Je vais vous le dire en citant cette édition du *Western Report*. En 1970, Marvin Dahl, 47 ans, s'est joint à son père, Clifford, pour exploiter avec lui la vieille ferme familiale située à 12 milles au sud du ranch, qui appartenait à la famille depuis 50 ans. Le fils essaie maintenant de rembourser la moitié d'une dette de 600 000 \$ en vendant 640 acres. Il aimerait vendre ces terres à son fils Richard, qu'il avait embauché jusqu'à ce la crise l'oblige à le congédier.

• (0200)

Pour un tel achat, Richard devrait verser annuellement environ 27 000 \$ sur son prêt et comme ses frais d'exploitation s'élèveraient à au moins 35 000 \$ par an, il lui serait difficile de joindre les deux bouts. Marvin dit qu'il faudrait que l'exploitation agricole soit rentable pendant 15 années d'affilée pour que Dahl puisse se retourner. Il n'est pas optimiste, non plus que son vieux père de 85 ans, qui travaille toujours et qui adore l'agriculture. Je pense qu'il lui est très pénible de devoir vendre une partie de ses terres.

M. Côté (Lac-Saint-Jean): Avez-vous honte de lire une telle chose?